

**CONTRIBUTION DE NETALIS A LA CONSULTATION PUBLIQUE  
INITIÉE PAR L'ARCEP ET PORTANT SUR  
LES PROJETS DE DÉCISIONS RELATIVES AU  
7<sup>EME</sup> CYCLE D'ANALYSE DES MARCHÉS  
HAUT ET TRÈS HAUT DÉBIT**

**20 FÉVRIER / 3 AVRIL 2023**

***« Je ne dirais pas que c'est un échec : ça n'a pas marché »  
(Emmanuel Macron – 14 octobre 2020)***

**Document public**



Contact Netalis : [institutions@netalis.fr](mailto:institutions@netalis.fr)

# Synthèse

---

**Le 7<sup>ème</sup> cycle d'analyse sera celui de la bascule des accès résiduels cuivre, encore très nombreux sur le marché entreprises, vers la fibre optique.**

Or ce marché reste le principal angle mort de la régulation des marchés de gros des communications depuis près de 20 ans. Un marché en situation de duopole où le second acteur sert de faire valoir à l'opérateur historique bénéficiant d'une position ultra-dominante, des clients entreprises et collectivités se distinguant par un très faible taux de transformation numérique par rapport à leurs homologues de l'Union Européenne, des offres de gros ne permettant nullement aux opérateurs alternatifs de bâtir des offres nationales attractives. Avec comme résultat une position fort peu enviable dans le classement réalisé chaque année par la Commission<sup>1</sup> en matière de transformation numérique des entreprises et collectivités.

**La raison du désastre est structurelle : depuis maintenant plusieurs cycles, le marché entreprises reste chaque année le parent pauvre de la régulation**, pour reprendre les propos tenus devant la représentation nationale<sup>1</sup> par le prédécesseur de l'actuelle Présidente de l'Autorité. Les cycles et consultations se succèdent, dans lesquelles l'Autorité constate inlassablement le manque de vitalité du marché entreprises, tente de se convaincre que sa méthode de régulation va finir par marcher, formule quelques recommandations et incitations à négocier de bonne foi, se risque parfois à effectuer quelques paris qui se fracassent sur la cruelle réalité du calvaire enduré au quotidien par les opérateurs devant la toute-puissance d'Orange dont les modalités contractuelles imposées aux opérateurs reviennent à priver de portée les maigres avancées obtenues par l'Autorité.

Et les orientations retenues par l'Autorité dans le cadre des projets de décisions soumis à consultation publique ne semblent pas de nature à remédier significativement aux nombreux dysfonctionnements du marché régulièrement remontés par de nombreux contributeurs. La lecture des contributions portant sur le marché entreprises dans le cadre de la consultation initiée par l'Autorité durant l'été 2022<sup>2</sup> est particulièrement révélatrice de l'inadéquation de la régulation face aux véritables enjeux. **Hormis Orange, la plupart des acteurs se montrent particulièrement critiques sur l'adéquation des orientations retenues par l'Autorité au regard des enjeux qu'ils constatent au quotidien, aussi bien en zones urbaine que dans les territoires ruraux.**

Les consultations publiques ARCEP au fil des cycles qui se succèdent se suivent et se ressemblent, avec une certaine constance : si sur le marché de masse grand public l'action de l'Autorité s'est traduite par de réelles avancées en termes de migration du marché résidentiel vers la fibre optique, en revanche **sur le marché entreprises, la situation demeure constamment préoccupante<sup>3</sup>**, avec

---

<sup>1</sup> Audition de Sébastien Soriano par la Commission des Affaires Economiques de l'Assemblée Nationale le 31 janvier 2017 <https://www.assemblee-nationale.fr/14/cr-eco/16-17/c1617043.asp>

<sup>2</sup> [https://www.arcep.fr/uploads/tx\\_gspublication/contributions-consult-bilan-perspectives-AdM-fixe-7eCycle.zip](https://www.arcep.fr/uploads/tx_gspublication/contributions-consult-bilan-perspectives-AdM-fixe-7eCycle.zip)

<sup>3</sup> <https://digital-strategy.ec.europa.eu/en/policies/desi>

de timides évolutions qui ne permettent nullement de lever les freins identifiés pourtant de longue date par les opérateurs.

A l'heure où l'Autorité a avalisé la hausse des tarifs du dégroupage sur la seule base des éléments présentés par Orange, pourtant contredits par de nombreux acteurs au point d'amener la représentation nationale à questionner<sup>4</sup> le Gouvernement sur les conditions privilégiées dont bénéficie Orange, **se pose une nouvelle la question de la véritable prise en compte par l'Autorité des remarques**, pourtant étayées par des éléments concrets, formulées par les opérateurs depuis maintenant plusieurs cycles<sup>5</sup>.

Car sur le fond, à la lumière de l'expérience des précédents cycles d'analyse des marchés qui s'agissant du marché entreprises et collectivités n'ont nullement résolu les profonds dysfonctionnements du marché entreprises, Netalis ne peut qu'inviter une nouvelle fois l'Autorité à questionner l'approche consistant d'une part à minorer le pouvoir de marché d'Orange sur des composantes essentielles pour les offres entreprises (*accès au génie civil, modalités opérationnelles, hébergement, contraintes excessives...*), et d'autre part à ignorer le pouvoir de marché d'acteurs actuellement non couverts par les analyses actuelles et qui pourtant sont de nature à contribuer à lever les freins auxquels sont confrontés les opérateurs intervenant sur le marché entreprises et collectivités.

**Netalis relève avant tout un problème de méthode<sup>6</sup>** dans la démarche suivie par l'Autorité depuis maintenant plusieurs cycles : **on ne peut réguler efficacement les nouveaux réseaux et lever les dysfonctionnements du marché entreprises avec les méthodes du cuivre taillées sur mesure pour le marché de masse**. Netalis estime que l'analyse de la situation par l'Autorité reste fragile sur plusieurs points, pourtant remontés de longue date par les opérateurs, collectivités et associations d'utilisateurs.

**Le prochain cycle, que l'Autorité souhaite porter de 3 à 5 ans, sera celui de profonds changements structurels du marché**, dans la mesure où le mouvement déjà initié par plusieurs opérateurs s'agissant du transfert de leurs infrastructures mobiles et fixes vers des sociétés dédiées, juridiquement distinctes des activités commerciales, et associant des acteurs des marchés financiers à des niveaux parfois majoritaires, risque de s'amplifier avec la réflexion menée par Orange sur ce sujet<sup>7</sup>. Netalis ne peut qu'encourager Orange (et l'ARCEP) à trancher son activité de services et son activité d'infrastructures, en particulier de Génie Civil.

---

<sup>4</sup> <http://www.senat.fr/questions/base/2023/qSEQ230306060.html>

<sup>5</sup> Outre les contributions de Netalis aux précédentes consultations publiques

[https://www.netalis.fr/wp-content/uploads/2017/04/Netalis\\_ARCEP\\_AnalyseMarche\\_3a\\_2017\\_VersionPublique.pdf](https://www.netalis.fr/wp-content/uploads/2017/04/Netalis_ARCEP_AnalyseMarche_3a_2017_VersionPublique.pdf),

Netalis renvoie aux contributions de l'AOTA à laquelle adhère Netalis :

[https://www.aota.fr/wp-content/uploads/2017/09/20170922\\_AOTA\\_ARCEP\\_AnalyseMarche\\_3a\\_3b\\_et\\_4\\_2017\\_VersionPublique.pdf](https://www.aota.fr/wp-content/uploads/2017/09/20170922_AOTA_ARCEP_AnalyseMarche_3a_3b_et_4_2017_VersionPublique.pdf) ainsi que

[https://www.aota.fr/wp-content/uploads/2019/09/20190926\\_Contribution\\_AOTA\\_-ADM2019\\_LarsHepp.pdf](https://www.aota.fr/wp-content/uploads/2019/09/20190926_Contribution_AOTA_-ADM2019_LarsHepp.pdf)

<sup>6</sup> De nombreux courriers demeurent sans réponse, des éléments circonstanciés établissant des manquements aux différentes obligations au respect desquelles l'Autorité est chargée de veiller ne sont pas pris en compte, pouvant conduire certaines parties prenantes à saisir le juge administratif pour que ce dernier contrôle l'action de l'Autorité : [http://www.paris-saclay.com/fileadmin/documents/1\\_L\\_agglo/Espace\\_Presse/L\\_agglomeration\\_poursuit\\_l\\_ARCEP\\_devant\\_le\\_Conseil\\_d\\_Etat.pdf](http://www.paris-saclay.com/fileadmin/documents/1_L_agglo/Espace_Presse/L_agglomeration_poursuit_l_ARCEP_devant_le_Conseil_d_Etat.pdf)

<sup>7</sup> <https://www.lesechos.fr/tech-medias/hightech/les-poteaux-telephoniques-dorange-suscitent-des-convoitises-1402796>

C'est pourquoi, compte-tenu de l'allongement significatif de la durée du cycle d'analyse (passant de 3 à 5 ans), **il apparaît indispensable d'amender les projets de décisions pour prévoir une obligation d'évaluation et le cas échéant de révision du dispositif à mi-cycle.**

Dans cette perspective, pour contribuer à la résolution efficace des dysfonctionnements relevés sur le marché entreprises, la réflexion menée par l'Autorité à ce stade gagnerait à être amendée sur la base des axes suivants.

## Propos détaillé

---

En complément des observations formulées dans le cadre du document « Bilan et enjeux » soumis à consultation publique par l'Autorité durant l'été 2022, Netalis souhaite attirer l'attention de l'Autorité sur l'impérieuse nécessité de veiller au bon respect des obligations qui seront assignées par les décisions prises dans le cadre du 7<sup>eme</sup> cycle d'analyse sur les bases suivantes.

En particulier, ces éléments devront servir de base d'analyse de l'adéquation des mesures initialement envisagées à la réalité du marché qui devra nécessairement être effectuée à mi-cycle de la période que l'Autorité a souhaité porter de 3 à 5 ans.

## **S'agissant du marché génie civil (GC), Netalis suggère à l'ARCEP de :**

- **Recenser tous les gestionnaires d'infrastructures d'accueil en France et proposer une décision pour harmoniser les couts du Génie Civil sur l'offre nationale de GC BLO régulée.** En sus, Netalis invite l'ARCEP à créer une liste complète et publique de sociétés ou entités publiques disposant d'infras d'accueil avec les coordonnées associées.
- **S'emparer des pratiques des sociétés d'autoroutes<sup>8</sup>, SNCF réseau<sup>9</sup>, RATP et sociétés de transports locales, sociétés de gestion de réseaux d'électricité, voies navigables, et gestionnaires de domaine aéroportuaire** quant à la mise à disposition effective des informations préalables (plans itinéraires) puis des fourreaux/caniveaux/poteaux aux tarifs disproportionnés associés lorsque cela est possible. Netalis note que dans ces différents cas, le gestionnaire est en position dominante et incontournable et que ce sujet a déjà fait l'objet de plusieurs questionnements de la représentation nationale<sup>10</sup> s'inquiétant de voir les déploiements de réseaux longue distance, de collecte ou même d'accès freinés par autant de conditions d'accès anormales.
- **Rétablir l'équilibre sur le remboursement du Génie Civil réparé quand il s'agit de liens FttO (fibre dédiée) car dans un même fourreau passent des câbles de diverses natures/usages (BLOM et BLOD).** Cette anomalie de régulation a créé un avantage supplémentaire pour Orange au détriment de ses concurrents qui réparent bénévolement (!) les infrastructures louées à Orange
- **Face à l'impossibilité d'utiliser correctement les infrastructures d'accueil de gestionnaires d'infrastructures tel qu'évoqué précédemment, réfléchir aux conditions pour permettre l'usage spécifique de l'offre GC BLO pour des liaisons longue distance** avec un tarif adapté plus bas que les tarifs RCA / GC BLO habituel. Ces besoins longue distance doivent générer une remise de Dossier de Fin de Travaux (DFT) simplifiée et non complexe sauf en cas de création de génie civil (adduction de chambres FT).
- **Se pencher - encore et encore - sur le cas des DFT et des changements de version en cas de DFT non rendues depuis plusieurs années :** Netalis suggère notamment l'intégration d'un mécanisme de "pré DFT optionnel" à la commande ou juste après commande avec format simplifié pour éviter les pénalités pour DFT non rendue durant des mois ou années.
- **Pour résoudre une majeure partie des difficultés actuelles, veiller à ce qu'Orange mette à disposition un vrai portail cartographique web avec l'ensemble de ses Plans ITinéraires à jour (GC BLO, GC tiers,...)** ce qui permettrait une simplicité dans l'accès aux données pour un abonnement par entreprise pour x utilisateurs par mois avec possibilité d'extraction de données à la maille de la commune ou d'un département. De nombreux logiciels du marché existent pour faire cela<sup>11</sup> sans investir massivement ou sans mobiliser d'importances ressources de développeurs déjà bien occupés au point de laisser parfois quelques failles s'ouvrir... seule la bonne volonté d'Orange semble inexistante sur ce sujet majeur
- **Imposer à Orange de renforcer la sécurité de ses applicatifs<sup>12</sup>, en particulier pour tout ce qui touche à l'échange de fichiers avec les opérateurs tiers**

---

<sup>8</sup> <https://www.senat.fr/questions/base/2022/qSEQ220700857.html>

<sup>9</sup> Qui possède depuis peu une filiale dédiée aux services longue distance activés

<sup>10</sup> <https://www.senat.fr/questions/base/2021/qSEQ210623463.html>

<sup>11</sup> NetGeo, EasyExploit, Splicy, etc.

<sup>12</sup> <https://www.linforme.com/tech-telecom/article/incident-chez-orange-des-donnees-d-operateurs-telecoms-exposees-par-erreur-341.html>

- **Veiller à ce que Orange ou l'Opérateur d'Infrastructure (OI) désigné dans une commune pour déployer une Boucle Locale Optique Mutualisée prenne à sa charge la réadduction de sites spéciaux** (*ex: stations d'autoroute, entrepôts pétroliers, etc*) dont l'adduction est aujourd'hui réalisée uniquement par des câbles en pleine terre sans fourreaux. Ceci va poser de réelles difficultés à court terme lors de la fermeture du cuivre pour ces sites, parfois sensibles, et fixer les délais réalistes de réalisation de cette nouvelle adduction à compter de la demande de raccordement par un Opérateur Commercial
- **S'interroger sur les offres GC BLO très locales dans le cadre de Réseaux d'Initiative Publique (RIP) Orange Concessions.** Netalis doute de la pertinence de ces offres liées à du Génie Civil créé par le service public et soumis à des tarifs fixés par la loi... en théorie ?
- **S'intéresser rapidement au sujet des Redevances d'Occupation du Domaine Public (RODP) non payées par Orange<sup>13</sup> et ainsi de la possible concurrence déloyale en faveur d'Orange<sup>14</sup>**
- **Veiller au maintien de tarifs d'accès GC BLO les plus bas possibles en raison de la vente d'IRU à des tiers empruntant le GC BLO :** il est crucial de bien stabiliser les tarifs d'occupation des fourreaux sur le long terme, le GC BLO étant quasi incontournable pour la majorité des opérateurs privés et publics. Netalis souhaite l'engagement d'une réflexion autour d'un modèle d'usage du GC BLO avec paiement sous forme de droit d'usage indéfectible (IRU) de 5 à 20 ans en année 1, sans indexation jusqu'au renouvellement éventuel de cet IRU par un opérateur
- **Corriger l'anomalie de l'accès payant (!) aux informations de GC Tiers** dont dispose Orange pour ses propres besoins alors que ceci devrait être intégré au sein des PIT dans le cadre du contrat existant avec une nomenclature adaptée au sein des données fournies par Orange. Ceci peut aussi se régler par la mise à disposition d'un réel portail cartographique...
- **Imposer la fourniture d'un contact dédié au SAV GC BLO (et un processus)** permettant à Orange de reverser aux opérateurs tiers locataires de son Génie Civil une quote-part des fonds reversés à son égard qui sont issus des assurances en cas de casse de Génie Civil par un tiers identifié ou non. Ce reversement doit être garanti dans un délai contraint de 30 jours ouvrés après réception des fonds par Orange
- **Se pencher sur les conditions d'accès au Génie Civil des RIP, peu importe l'OI/DSP, incluant les informations préalables :** devoir acheter un PIT d'une petite commune au tarif unitaire de 5000 euros HT est-il un tarif proportionné et justifié ? louer des emplacements de câbles au sein de fourreaux à des tarifs disproportionnés car le RIP – devenu acteur puissant et donc incontournable au sein de sa zone - ne souhaite pas ouvrir son Génie Civil est-il normal ?

<sup>13</sup> <https://www.capital.fr/economie-politique/aix-en-provence-veut-faire-payer-orange-pour-utilisation-de-vieux-poteaux-telecoms-1452817>

<sup>14</sup> <http://www.senat.fr/questions/base/2023/qSEQ230306060.html>

## **S'agissant du marché offres accès de haute qualité (CELAN / C2E), Netalis suggère à l'ARCEP de :**

- **Veiller à ce que l'allègement des obligations ne finisse pas par cannibaliser les offres de gros et de détail d'autres opérateurs au profit d'Orange** qui maintient systématiquement ses parts de marché avec des mécanismes commerciaux qui interrogent (*intégration par acteurs tiers, qui verrouillent les clients sur de très longues durées*)
- **S'intéresser sérieusement aux nombreux exemples d'anomalies de tarifs entre la branche de détail OBS et la division opérateurs OWF rendant irréplicables les offres OBS par les opérateurs commerciaux clients d'OWF en CELAN/C2E.** Ceci crée un biais de régulation, une distorsion de concurrence et contribue à maintenir les parts de marché d'Orange : la régulation par le zonage ne fonctionne pas et n'augmente pas la concurrence mais produit l'effet inverse en permettant à OBS (*qui dispose de la plus grosse équipe commerciale de tous les opérateurs B2B*) de maintenir ses parts de marché. Netalis salue vivement l'ARCEP pour cette réussite de régulation exceptionnelle sur un sujet si critique...<sup>15</sup>
- **Imposer à Orange un process simplifié en cas de découpage d'entreprises** (scissions par APA) ou de fusion / cession pour permettre le changement d'opérateur de collecte de liens avec un process simplifié car actuellement, cela semble particulièrement complexe et onéreux... Orange se refusant parfois même à le faire ce qui handicape lourdement les opérateurs alternatifs dans un secteur amené à se concentrer ces prochaines années. Bizarrement, Netalis constate que Orange n'a pas de mal à découper ses activités d'infrastructures lorsqu'il s'agit de les refinancer pour ses propres besoins.

En guise d'idée utile au marché, **Netalis recommande en particulier à l'ARCEP d'imposer à Orange la fourniture d'une offre de BLOD avec composante exclusivement passive (segment entre un client final et le Nœud de Raccordement Optique de tête).** Cette offre BLOD passive fondée sur l'infra Orange (incluant le parc existant) pourrait permettre de nombreux avantages comme :

- éviter la multiplicité des BLOD dans plusieurs territoires et optimiser l'encombrement des fourreaux
- permettre à Orange de conserver des revenus minimums issus de la location de la composante passive sur une durée courte (*sans engagement pour des besoins dits « événementiels »*) ou longue (12, 36 ou 60 mois) : Orange ne serait donc pas lésé par la suppression de la composante d'activation de sa BLOD dans le cadre des offres CELAN/C2E
- réutiliser la BLOD Orange existante chez un client final pour produire des liaisons plus rapidement et ainsi éviter la réadduction d'immeubles par de nombreux opérateurs (*ce sujet est critique car il entraîne de nombreux retards de production lors de blocages du Syndic par exemple*)
- créer une nouvelle concurrence intéressante par l'activation au niveau NRO sur une boucle locale de très haute qualité, très utile et complémentaire au FttE dont la stabilité laisse à

---

<sup>15</sup> Propos légèrement teinté d'ironie et d'exaspération



désirer en raison des très nombreux points de faiblesse<sup>16</sup> de la Boucle Locale Optique Mutualisée (BLOM)

**Cette approche réduit le besoin d'investissement très lourd – voire inabordable – pour de nombreux opérateurs B2B qui pourraient alors se concentrer uniquement sur le dégroupage de Nœuds de Raccordement Optique (NRO) et la collecte de ces mêmes NRO puis l'activation de la Boucle Locale Optique Dédiée (BLOD) passive.** Cette idée nécessite, en complément, une offre LFO particulièrement adaptée pour permettre la collecte bon marché de NRO distants des NRO majeurs généralement situés dans des zones aisément dégroupables (métropoles et grandes communes).

---

<sup>16</sup> <https://www.aota.fr/2017/11/04/ftth-supporter-qualite-de-service-renforcee/>

## **S'agissant des offres connexes au génie civil / accès de haute qualité, Netalis suggère à l'ARCEP de :**

### ***Hébergement au NRO***

- **Stimuler l'usage d'une offre inadaptée au marché qu'il faut désormais simplifier en optimisant les process et alléger le contrat** : l'objectif final doit rester la réduction des délais d'étude puis de commande et de livraison d'emplacements
- **Imposer à Orange de ne pas facturer les études non-validées** avant confirmation réelle d'abandon de projet par l'opérateur commercial
- **Imposer à Orange de simplifier le processus de dégroupage avec signature de moultex annexes, de moultex RDV à prendre avec moultex interlocuteurs...**
- **Imposer le maintien définitif d'une offre adaptée aux petits besoins (1 à 10U donc 20 nSU selon l'unité de calcul Orange),** notamment pour les opérateurs B2B comme Netalis qui utilisent des équipements multi-services FttX de dernière génération à densité optimisée sur 1U (2nSU) ou 2U (4nSU)<sup>17</sup>
- **Pointer et remédier aux graves difficultés opérationnelles et contractuelles notamment dans le process de signature des annexes et des lourdeurs inutiles comme le passage d'un consuel obligatoire pour valider la conformité électrique** qui devrait être fourni par Orange ou à minima une prestation optionnelle à un cout modéré. **Orange peut ainsi librement (et anormalement) facturer à l'opérateur commercial ses services d'hébergement alors que l'emplacement n'est pas recetté ni mis en énergie, le câblage d'adduction n'est pas finalisé, que les accès aux NRO ne sont pas possibles faute de badges opérationnels...** ce qui génère des revenus pour Orange durant des mois avant mise en service et production par l'opérateur commercial usager qui pâtit de la situation. Ce problème est exacerbé dans une période particulièrement tendue pour la fourniture de matériels actifs chez la plupart des équipementiers.
- **Supprimer la multiplicité des câbles en pénétration** : Netalis demande de créer une mutualisation entre les câbles de collecte 36FO et de BLO dont l'usage peut être mutualisé pour collecter le trafic des équipements actifs en sus de produire des services d'accès
- **Imposer la mise en place d'un système simplifié d'accès aux sites** par le biais de cartes NFC ou similaire et la suppression des couts par site par utilisateur qui alourdissent la facture inutilement, toujours au profit d'Orange et au détriment des opérateurs B2B notamment
- **Travailler sur l'optimisation des couts pour tous les services intra-NRO dans lesquels Orange est le seul à pouvoir réaliser des interventions** (liens intra-bâtiment notamment) : les coûts sont anormaux et bien trop élevés, en sus des délais maitrisés par Orange ce qui rend incompatible cela avec la notion d'agilité et de réactivité dont ont besoin les opérateurs tiers

**Tout est fait avec ce contrat historique, hérité du dégroupage du cuivre, pour ralentir à l'extrême le déploiement de la concurrence au sein d'installation quasi-incontournables, qui plus est lorsque Orange est l'OI d'une zone. Il est temps que l'ARCEP cesse d'observer lors de réunions multilatérales mais agisse concrètement et corrige définitivement ces anomalies.**

<sup>17</sup> Exemple concret : <https://www.ciena.com/insights/articles/2023/cienas-disruptive-broadband-access-architecture>

## **LFO**

- **Acter que l'offre est devenue parfaitement inadaptée** comme Bouygues Telecoms l'a indiqué aussi pour joindre des NRO localement (en mode métro) comme en mode distant (en zones RIP notamment) et corriger<sup>18</sup> cette offre sans délais.
- **Améliorer l'offre qui devrait être étendue aux offres "longue distance"**. Netalis note par ailleurs que Orange dispose par ailleurs d'un réseau longue distance qu'il est seul à posséder et qui n'est étonnement pas régulé (tant sur la fibre noire que sur les fourreaux liés à ce réseau). Pour Netalis, cela devrait être dans le giron de la régulation et devrait permettre la création d'une offre LFO "Longue Distance" bi-fibre.

---

<sup>18</sup> Euphémisme : elle est à refondre totalement.

## **S'agissant du marché offres accès (FTTE / FTTH), Netalis suggère à l'ARCEP de :**

- **S'abonner aux comptes Facebook<sup>19</sup> et Twitter<sup>20</sup>** pour suivre les dommages aux réseaux BLOM partout en France et vérifier ainsi qu'il ne s'agit pas que de cas ponctuels et isolés pour pouvoir agir efficacement vis-à-vis des OI. Ceci est nécessaire pour proposer une qualité minimale au bas de marché B2B (indépendants, TPE), cible ne pouvant s'offrir un accès fondé sur une offre BLOD mais très méfiante vis-à-vis des offres BLOM disponibles à ce jour tant le risque de pannes courtes comme longues est élevé sur ces réseaux
- **Constater que les tarifs de gros des offres passives FttE est mal positionné** au regard de la baisse des tarifs des offres de gros activées FttO chez la plupart des opérateurs du marché<sup>21</sup>
- **En lien avec le constat précédent, suggérer de diviser l'offre FttE en deux offres :**
  - "FttE" basique consistant à prendre une ligne FttH avec GTR renforcée incluse. Cette offre doit donner la possibilité de bypasser le coupleur PON côté Opérateur Commercial (OC), libre ensuite à l'OC d'adducter le Point de Mutualisation (PM) avec son propre câble et/ou de prendre des liens NRO-PM complémentaires pour venir abouter le lien en "point à point"
  - "FttE+" qui est l'offre actuelle avec câble dédié entre le client (PTO et le NRO/PMGC) et une protection spécifique au niveau du PM : Netalis demande une baisse tarifaire sensible du FttE pour le lien passif entre la PTO et le NRO d'aboutement chez l'ensemble des OI pour rendre le FttE réellement attractif
- **Réaliser l'extension du FttE aux ZTD et ZTD poche Basse Densité.** Ce manquement est une grave anomalie pour pousser des offres de qualité renforcée bon marché auprès de nombreuses TPE/PME
- **Raccourcir les délais de production pour les offres FttE** avec un mode STOC ET un mode OI disponibles : 6 à 12 mois n'est pas un délai acceptable !
- **Garantir le maintien sur le long terme de l'offre dite BS-NRO (passif adapté) pour les opérateurs nouveaux entrants et/ou pour les opérateurs clients** qui doivent opérer sur de longues durées sans capacité technico-financière de redéployer des réseaux passifs au sein de la ZTD, incluant ZTD poche BM, ou dégroupier la ZMD<sup>22</sup>. Netalis souhaite que soit imposée à Orange de garantir 36 mois de délais de prévenance si fermeture de l'offre sur un NRO et qu'il soit possible de disposer d'une offre de substitution avec collecte agrégée de NRO à une échelle plus large, départementale ou régionale, sans composante de bande passante facturée au mégabit consommé qui serait de nature à empêcher de répliquer les offres de détail d'Orange
- **Etendre l'éligibilité FttH/FttE passive pour les sites isolés dits « sites autonomes » (armoires de rues, feux de circulation, lampadaires connectés, horodateurs, etc) pour l'ensemble des OI :** Si ces sites ne sont pas dans un fichier IPE, Netalis suggère que la commande d'une ligne de raccordement site autonome (« BLOM RSA ») s'effectue à travers des références de chambres FT ou poteaux issus des fichiers PIT Orange et que la livraison

---

<sup>19</sup> <https://www.facebook.com/groups/281721592320221>

<sup>20</sup> <https://twitter.com/ProjetDPLR>

<sup>21</sup> Netalis source des offres de gros activées auprès de certains opérateurs d'infrastructures à moins de 100€ HT par mois le lien d'accès BLOD fourni en collecte de niveau 2 avec débit compris entre 30 et 100 mbps et GTR associée (J+1 ou 4H ouvrées)

<sup>22</sup> Rien que dans une ville comme Besançon, Netalis devrait ainsi dégroupier plus de 150 armoires...

s'effectue à travers une BPE dédiée dans laquelle l'opérateur commercial viendra réaliser son raccordement final en mode STOC jusqu'au site autonome final à proximité

## **S'agissant des sujets connexes, Netalis suggère à l'ARCEP de :**

### ***Les réseaux d'initiative publique***

- **Prendre en considération que les RIP ne totalisent qu'un tiers du parc de locaux raccordables par la fibre**, ils demeurent un point de passage obligé – incontournable - pour les opérateurs intervenant sur le marché entreprises pour le raccordement des clients situés en dehors des zones déployées en propre par les opérateurs. Les RIP en charge de la création et l'exploitation de BLOM sont *in fine* des opérateurs dominants à une échelle très locale.
- **Prendre en compte que l'exploitation des RIP tend depuis le précédent cycle à se concentrer sur quelques acteurs<sup>23</sup>, pouvant s'accompagner d'un changement d'opérateur exploitant en cours de concession.** Après les avoir longuement combattus, Orange se positionne désormais sur ce marché de reprise de l'exploitation des RIP, avec un montage juridique permettant en pratique d'échapper aux obligations imposées par l'Autorité. En effet, le plus souvent une société ad-hoc est constituée, filiale d'Orange mais non spécifiquement désignée par les analyses de marché de l'Autorité. Dès lors, le nouvel exploitant est en mesure d'imposer des conditions léonines aux opérateurs historiquement clients du RIP, alors que dans l'intervalle la branche de détail d'Orange semble bénéficier de conditions privilégiées en matière d'accès à l'information préalable, processus de commande, SAV et niveaux tarifaires. **Ces profonds dysfonctionnements du marché de l'exploitation des RIP ont fait l'objet de nombreuses remontées auprès de l'Autorité, mais restées sans réponse la plupart du temps :** Netalis rappelle en particulier le cas du RIP de Haute-Saône<sup>24</sup> ayant connu une douloureuse transition entre un marché de services d'exploitation attribué à Axione par la collectivité et le repreneur de délégation, Orange Concessions, dont le génie créatif est à saluer en ce qui concerne la capacité à complexifier un modèle technico-juridico-économique fonctionnel et ainsi ralentir sensiblement le développement de la concurrence au détriment des usagers tels que le monde économique local. Curieusement, Netalis observe depuis la reprise par Orange Concessions que la branche de détail d'Orange reprend des parts de marché à grande vitesse localement sur la BLOM au détriment des opérateurs présents sur la BLOD pourtant très bon marché...
- **Prévenir les risques de paralysie de marché et d'anomalies concurrentielles :** les décisions d'analyse de marché doivent donc être amendées pour s'assurer que les obligations pesant sur Orange s'appliquent également aux structures ad-hoc constituées par Orange afin de porter localement l'exploitation d'un RIP.
- **Observer attentivement les évolutions techniques, commerciales et juridiques de certains acteurs qui disposent d'une branche de détail et d'un opérateur gros pouvant agréger les offres activées d'un groupe de RIP.** Ceci risquant de conduire le délégant d'un RIP (*par exemple un RIP géré par le groupe Altitude*) à ne disposer à terme que d'un unique « client » opérateur agrégateur (*par exemple Covage*), lui-même disposant d'interconnexions avec de nombreux opérateurs tiers (*par exemple Netalis*) mais également de l'opérateur de détail de la maison-mère (*par exemple Linkt*) du groupe dont est issu le délégant du RIP. Au regard d'expériences passées, Netalis s'interroge notamment sur la finalité réelle de la stratégie de quelques acteurs (*par exemple Altitude*) d'encourager les interconnexions des

---

<sup>23</sup> Orange Concessions, TDF, Altitude Infra / Covage, Axione, SFR/XP Fibre...

<sup>24</sup> <https://www.estrepubicain.fr/economie/2022/07/10/fibre-optique-aux-entreprises-un-operateur-s-attaque-a-orange>

opérateurs commerciaux avec les RIP dont il a la charge par le biais du réseau de son opérateur commercial (*par exemple Covage*) et s'inquiète que les relations directes entre deux opérateurs du même groupe (*par exemple Covage/Linkt*<sup>25</sup>) ne permettent finalement à ce dernier de récupérer très aisément des clients finals issus d'opérateurs tiers clients de Covage **en privant au passage les opérateurs tiers de la protection de l'article L1425-1 du CGCT permise lors de la contractualisation directe avec le délégataire du RIP**<sup>26</sup>. Netalis demande que ce genre d'initiative soit rigoureusement encadré et ne soit en aucun cas forcé par un délégataire et/ou un opérateur commercial issu d'un groupe auquel pourrait appartenir le délégataire du RIP.

**Dans le cadre du suivi par l'Autorité des obligations qu'elle assignera au titre du 7eme cycle d'analyse des marchés, une attention toute particulière devra être portée sur la reprise des exploitations de RIP en cas de transition entre deux acteurs distincts, afin de s'assurer que l'équilibre économique initial ainsi que le catalogue de prestations ne soit pas brutalement remis en cause... surtout au profit de la branche de détail de l'opérateur exploitant et donc au détriment du jeu concurrentiel.**

#### ***En matière de systèmes d'information***

- Netalis invite l'ARCEP à insister sur le besoin d'imposer la fourniture aux OC d'API modernes à l'ensemble des OI en sus des protocoles normés (Interop)
- Netalis invite l'ARCEP à imposer aux OI d'harmoniser leurs API pour simplifier grandement la commande d'accès activés, leur suivi de production et leur SAV

---

<sup>25</sup> <https://alloforfait.fr/business/news/108152-altitude-etrange-melange-genres-interroge.html>

<sup>26</sup> <https://www.aota.fr/2017/09/06/rip-aota-demande-plus-de-neutralite-aux-operateurs-dinfrastructures-publiques/>

## Conclusion

En se fondant sur ces quelques suggestions, remarques et modestes idées issues d'un acteur implanté historiquement au cœur des territoires<sup>27</sup> et ayant ainsi la chance de percevoir les besoins réels des usagers quotidiennement puis de les accompagner à réaliser leurs projets numériques, Netalis soutient que l'ARCEP doit assurer pleinement son rôle de gendarme (indépendant) des télécoms. Et à plus forte raison encore, le régulateur doit désormais s'atteler à ne pas laisser le monde économique en attente d'offres de connectivité performantes, fiables et résilientes, associées à des services à valeur ajoutée dont la portabilité doit par ailleurs être garantie<sup>28</sup> par l'opérateur commercial. Des dispositions réglementaires à ce sujet seraient opportunes, en dehors de la téléphonie déjà régulée, pour ne créer aucun risque de verrouillage commercial<sup>29</sup> par les contrats de certains opérateurs de détail.

Durant ce cycle, Netalis continuera de s'engager pleinement, au sein d'un écosystème d'opérateurs alternatifs hélas trop peu soutenu par les pouvoirs publics, à la stimulation de la concurrence et au renforcement de la qualité de service du marché français des télécoms B2B.

Pour rappel, les « alternatifs » du marché des télécoms d'entreprise représentent collectivement plus de un milliard d'euros de chiffre d'affaires et plus de 5000 emplois directs<sup>30</sup> répartis au sein de tous les territoires du pays. Mais les importants efforts réalisés par tout cet écosystème au quotidien depuis de nombreuses années seront vains si l'ARCEP ne mène pas une politique de régulation – **réellement** - efficace pour protéger la concurrence et le développement de son large écosystème connexe (*intégrateurs, revendeurs, équipementiers, sous-traitants, etc*) capable d'accompagner durablement la transformation numérique des entreprises et des institutions publiques.

---

<sup>27</sup> <https://www.latribune.fr/technos-medias/telecoms-netalis-ou-les-tribulations-d-un-operateur-alternatif-638038.html>

<sup>28</sup> Noms de domaines, numéros de téléphone, boîtes de courrier électronique, données stockées en Cloud...

<sup>29</sup> Le nombre de clients ayant peur de perdre leur adresse email rattachée à leur opérateur Wanadoo/Orange est effarant ce qui freine la migration de ces clients vers des offres concurrentes

<sup>30</sup> Chiffres cumulés issus de données issues de l'AOTA, de la fédération EBEN et de Alternative Telecoms



*“Just a little engueulade, but everything all right” <sup>31</sup>*



---

<sup>31</sup> <https://www.youtube.com/watch?v=36JawRrDulA> (attention en cas de clic, trafic généré par un membre du collectif GAFAM)